

27 juillet 2017

Mauritanie: Confiscation du passeport de Biram Dah Abeid

Le 24 juillet 2017, la police mauritanienne a confisqué le passeport du défenseur des droits humains **Biram Dah Abeid**.

[Biram Dah Abeid](#) est défenseur des droits humains et président de l'**Initiative pour la Résurgence du Mouvement Abolitionniste - IRA**, qui œuvre pour l'éradication de l'esclavage en Mauritanie. En 2013, Biram Dah Abeid a reçu le Prix Front Line Defenders pour les défenseur-ses des droits humains en danger. Il a également reçu le Prix des Droits de l'Homme de l'ONU en 2013, l'Human Rights Tulip Award en 2015, le James Lawson Award en 2016 et l'Hero Award du Département d'État américain pour ses actions en faveur des droits humains.

Le 24 juillet 2017, un ami de Biram Dah Abeid, Sid'Ahmed, transportait le passeport du défenseur de Dakar au Sénégal, jusqu'à Nouakchott en Mauritanie, afin que le défenseur obtienne un visa pour le pèlerinage à La Mecque. À la frontière, la police mauritanienne a confisqué le passeport et arrêté Sid'Ahmed; ce dernier a ensuite été remis en liberté mais le passeport de Biram Dah Abeid ne lui a pas été rendu.

Biram Dah Abeid avait initialement prévu de se rendre en Europe avec sa femme et ses enfants pour des vacances. Cependant, les autorités mauritaniennes ont refusé de délivrer des passeports aux enfants sans donner de raison. Dans l'incapacité de se rendre en Europe, Biram Dah Abeid et sa femme ont décidé de passer leurs vacances à Dakar au Sénégal. Le défenseur a décidé de se rendre à La Mecque pour un pèlerinage, et a demandé à son ami proche Sid'Ahmed de se rendre à Nouakchott depuis Dakar afin d'envoyer son passeport et d'obtenir un visa pour le pèlerinage, tout en restant à Dakar.

Front Line Defenders est préoccupée par la confiscation du passeport de Biram Dah Abeid ainsi que par le refus des autorités de délivrer un passeport à ses enfants, car cela semble directement lié à son travail pacifique et légitime pour l'éradication de l'esclavage en Mauritanie.

Front Line Defenders exhorte les autorités mauritaniennes à:

1. Restituer immédiatement le passeport de Biram Dah Abeid, car Front Line Defenders pense qu'il est pris pour cible uniquement à cause de son travail légitime et pacifique en faveur des droits humains;
2. Cesser immédiatement de cibler tous-tes les défenseur-ses des droits humains en Mauritanie et garantir qu'en toutes circonstances ils-elles puissent mener à bien leurs activités légitimes en faveur des droits humains, sans craindre ni restrictions ni représailles, y compris l'acharnement judiciaire.